RAPPORT D'ACTIVITÉ 2008

Oxfam France
AGIR ICI

SOMMAIRE

NOTRE MISSION ..... P. 3

DÉFENDRE LE DROIT À LA SANTÉ ET À L'ÉDUCATION POUR TOUS ..... P. 4/5

DÉFENDRE LE DROIT À DES MOYENS DURABLES DE SUBSISTANCE ..... P. 6/7

DÉFENDRE LE DROIT À LA PROTECTION ET À LA SÉCURITÉ ..... P. 8/9

INFORMER ET MOBILISER LES CITOYENS PARTOUT EN FRANCE ..... P. 10

LA BOUQUINERIE OXFAM, LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN PLEIN CŒUR DE LILLE ... P. 11

NOS FINANCES ..... P. 12/14

L'ÉQUIPE ET LE RÉSEAU ... P. 15

Cette année, le rapport d'activité change de format afin de vous donner plus d'informations sur nos activités de 2008. Pour un coût quasi identique à l'impression bicolore habituelle (noir/vert), nous pouvons aujourd'hui, grâce à l'évolution des techniques d'imprimerie, bénéficier d'une impression en couleurs.

Haïti, 13 septembre 2008. Marie Bellegarde est vendeuse sur un marché. « *Chaque jour, je me demande si je vais vendre suffisamment pour m'acheter de quoi manger.* »
© Diana Hernandez Cordero / Oxfam GB

ÉDITO

Pour la planète entière, 2008 aura été l'année des crises multiples. Des crises interconnectées surtout, fruits des dysfonctionnements que nous dénonçons depuis longtemps : une crise alimentaire aux racines profondes, découverte par les médias en avril, une crise financière et économique, de plus en plus destructrice au fil des mois, des crises écologiques et sociales enfin, de plus en plus visibles. L'ensemble des pays, du Nord au Sud, est touché par cette succession dramatique. Et, sur le terrain des conflits, peu d'apaisement.
Ce tableau mondial est sinistre, l'arrogance des pouvoirs plus que jamais insupportable. Face aux machines économiques et politiciennes qui jettent sur le bord du chemin des millions d'hommes, de femmes, d'enfants, aux droits bafoués, notre propre pouvoir peut paraître infime. Mais il existe. Ce rapport, qui passe en revue nos actions sur douze mois, le prouve.

Plus que jamais, il nous appartient de faire grandir ce pouvoir.
Avec vous, Oxfam France - Agir ici a l'ambition de continuer à exiger le changement des règles du jeu lorsque celles-ci ne servent qu'à maintenir dans la souffrance et dans le besoin des franges entières de la population mondiale. Avec d'autres, en France et à l'international, comme autant de grains de sable dans les rouages de la machine, nous exigeons la révision de ses circuits.
En 2008, nous avons fourni des analyses, étayé nos argumentaires à partir de témoignages et d'études précises, porté des propositions pour plus de justice sociale, économique, humaine.
Avec vous, depuis des années et cette année encore, nous avons demandé le respect des engagements tenus, dénoncé des dérives et des pratiques scandaleuses. Nous avons obtenu des résultats. Nous avons ce pouvoir. Cultivons-le et continuons, ensemble.

Luc LAMPRIÈRE
Directeur Général

Françoise TOUTAIN
Présidente

> "La pauvreté n'est pas naturelle. Les êtres humains l'ont créée. Ils peuvent agir pour la vaincre et l'éliminer." Nelson Mandela, 2005.

NOTRE MISSION

Construire avec vous un monde plus juste où les droits humains fondamentaux sont respectés

Depuis sa création, Oxfam France - Agir ici s'attache à dénoncer les causes des inégalités et de la pauvreté. En agissant en amont sur les politiques injustes mises en place, nous plaçons comme critère absolu le respect des droits humains fondamentaux. Ces droits ont été formulés et spécifiés dans nombre de conventions et déclarations internationales signées par les pays. Ils constituent une condition nécessaire pour garantir à chacun des conditions de vie et de développement dignes et durables. En 2008, nous fêtions le 60è anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme : cette avancée majeure avait formulé une norme universelle vers laquelle tous les États signataires devaient tendre. Force est de constater qu'en 2008, ces droits ont de nouveau été mis à mal par bien des pays qui les avaient approuvés. Le combat d'Oxfam France - Agir ici pour un monde plus juste se porte sur le rappel de ces engagements signés par les Etats et se concentre notamment sur :

- le droit à la santé et à l'éducation : chacun a le droit d'être soigné et d'aller à l'école, c'est à l'État qu'incombe cette responsabilité, pas au secteur privé ;
- le droit à des moyens durables de subsistance : chacun a droit à un travail digne, aussi bien en ville que dans les campagnes ;
- le droit à la protection et à la sécurité : dans les conflits ou dans les crises, chacun a le droit de voir son intégrité protégée.

OXFAM INTERNATIONAL

Treize organisations indépendantes unies autour des mêmes valeurs

Tous les membres de la confédération Oxfam s'attaquent aux racines de la pauvreté dans le monde, pauvreté qui est la conséquence d'injustices intolérables qu'il faut combattre sur tous les fronts. Cela passe par :

- la pression sur les responsables politiques, afin d'imposer les changements structurels nécessaires à l'éradication de ces injustices ;
- l'information et la mobilisation des citoyens partout dans le monde pour faire la lumière sur les causes des inégalités et donner à chacun le moyen d'agir à son niveau pour que la situation évolue.

Ensemble, les treize organisations mènent près de 3 000 projets et agissent dans plus de 100 pays. Chacune possède ses propres spécificités et méthodes. Certaines des organisations Oxfam apportent ainsi leur soutien à des organisations de la société civile au Sud et viennent en aide aux victimes des crises ou des conflits en fournissant une aide d'urgence.
Outre la France, voici les pays où les organisations Oxfam sont présentes : Oxfam Allemagne, Oxfam America (États-Unis), Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada et Oxfam Québec, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Oxfam Irlande, Oxfam Nouvelle-Zélande, Oxfam Novib (Pays-Bas).
Membre observateur : Rostros y voces (Mexique).

© Oxfam France

NOS MODES D'ACTION

Mobilisation citoyenne
Oxfam France - Agir ici est convaincue que chaque citoyen a le pouvoir d'agir à son niveau pour corriger les injustices et faire entendre sa voix. Avec plus de 80 campagnes d'opinion à notre actif, nous sensibilisons le public aux réalités des populations des pays en développement et aux grands enjeux internationaux et l'encourageons à s'engager ici pour construire un monde plus juste.

Plaidoyer
Oxfam France - Agir ici vise à influencer les décideurs politiques et économiques (ministres, députés, conseillers…) en leur présentant des alternatives réalistes et des solutions concrètes pour les convaincre de modifier leurs stratégies et leurs positions. En offrant aux médias un éclairage différent sur les conséquences des choix politiques, nous contribuons à une information plus objective et plus complète du public.

Recherche et études
Nos actions s'appuient sur un travail de recherche préalable, auquel Oxfam France - Agir ici contribue, avec les experts du réseau Oxfam International. L'étude de la réalité sur le terrain, le décryptage des chiffres, la comparaison des données, la mise en perspective des mesures et de leurs conséquences concrètes, donnent force et crédibilité à nos campagnes auprès des décideurs et du public.

Alliances et partenariats
La complexité des problèmes abordés nécessite une action coordonnée entre tous les niveaux d'expertise. Pour cette raison, nous menons nos campagnes en collaboration avec des associations partenaires en France et à l'international et développons nos actions en fonction des analyses produites par les organisations de la société civile au Sud.

DÉFENDRE LE DROIT
À LA SANTÉ ET À L'ÉDUCATION POUR TOUS

CHAQUE JOUR DANS LE MONDE

80 millions d'enfants, surtout des filles, ne vont pas à l'école.

1 400 femmes meurent des suites de leur grossesse ou en accouchant, faute de soins adaptés.

4 000 enfants décèdent de diarrhées, victimes de maladies, causées principalement par une eau insalubre et qui pourraient être soignées.

Stand Oxfam France - Agir ici sur les concerts du groupe Coldplay en France, septembre 2008. 5 000 signatures récoltées pour la campagne Santé et éducation POUR TOUS.
© Oxfam France

Pour lutter contre ces injustices et faire respecter le droit universel à l'éducation et à la santé pour tous, nous menons depuis plusieurs années des campagnes d'information et de mobilisation du public et nous insistons auprès des pays riches sur l'urgence d'une augmentation de l'aide publique au développement destinée aux pays pauvres pour que les gouvernements de ces pays puissent mettre sur pied des services publics de qualité. À cet égard, l'année 2008 a constitué une date charnière à mi-parcours de la réalisation (prévue à l'horizon 2015) des huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) formulés par la communauté internationale en 2000. Ces objectifs prévoyaient notamment une diminution de moitié de l'extrême pauvreté et de la faim, ainsi qu'une amélioration de la santé maternelle et du taux de scolarisation des enfants. Aussi, durant toute l'année 2008, nous avons souligné ce constat alarmant : aucun des pays africains n'est dans les temps pour réaliser tous les OMD, en grande partie parce qu'ils n'ont pas reçu l'aide promise par la communauté internationale. Nous l'avons expliqué au début du mois d'avril, lors de la publication des chiffres de l'aide par l'OCDE (Organisation de développement et de coopération économiques), en décryptant dans les médias les mauvaises performances françaises. Cette analyse nous permet aujourd'hui d'être identifiés comme des spécialistes de la question par les journalistes experts dans le domaine

LES FAITS MARQUANTS DE 2008

➲ FÉVRIER
À la suite de notre campagne d'octobre 2007 sur la pénurie de personnel de santé au Sud, Bernard Kouchner puis Nicolas Sarkozy déclarent que la France s'engagera à défendre l'accès universel aux services de santé et à placer la lutte contre le pillage des cerveaux comme une priorité dans la politique de coopération.

➲ 2-10 AVRIL
Publication des chiffres 2007 de l'aide publique au développement (APD) par l'OCDE. La France ne respecte pas ses engagements ! Conférences de presse, interviews et articles dans les médias se sont succédé pour alerter l'opinion publique sur la baisse de l'aide française. Un travail que nous menons en partenariat avec les autres associations de solidarité internationale au sein du CRID et de Coordination Sud.

➲ 5 MAI
Lancement de la campagne « Une Europe solidaire : mission possible ! ». Plus de 7 000 signatures récoltées en quelques semaines pour demander à Nicolas Sarkozy, dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, de faire pression pour que les pays européens augmentent leur aide aux pays pauvres.

➲ 17 JUIN
Tribune dans le quotidien *Libération*, cosignée par plusieurs personnalités de poids, dont Desmond Tutu (prix Nobel de la paix), pour appuyer nos revendications avant le sommet du G8.

➲ 4-8 JUILLET
Présence au G8. Action en ligne urgente menée avec le réseau de pétition en ligne Avaaz : près de 40 000 signatures appelant la France à « tenir ses promesses » récoltées en quelques jours. Résultat : les pays riches renouvellent leurs engagements et approuvent la mise en place d'un code de bonne conduite pour le recrutement de soignants du Sud. Ils s'engagent à « *travailler pour que le seuil fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de 2,3 personnels de santé pour 1 000 personnes soit atteint* ».

➲ 26-28 SEPTEMBRE
Sommet des objectifs du Millénaire pour le développement à New York : présence du réseau Oxfam avec des actions événementielles (notamment à Paris) et des alertes aux médias pour rappeler les engagements pris en 2000.

➲ SEPTEMBRE
Présence à la Réunion sur l'efficacité de l'aide à Accra (Ghana).

➲ OCTOBRE
Oxfam France - Agir ici dévoile à la presse une information confidentielle sur des coupes budgétaires prévues pour 2009 concernant des projets en Afrique : 92,5 millions d'euros d'aide sont sauvés et le gouvernement doit s'expliquer devant le Parlement.

➲ DÉCEMBRE
Présence à la Conférence internationale sur le financement du développement à Doha (Qatar).

Afsana, institutrice en Inde et ambassadrice de la campagne Santé et éducation pour tous d'Oxfam International. Sa classe compte 175 enfants.
© Keiron O'Connor / Oxfam

> "Aujourd'hui, on constate un écart flagrant entre la volonté d'engagement des populations et la passivité des gouvernements. C'est pourquoi il faut multiplier nos actions et nos revendications."
>
> Stephen Lewis, ancien rapporteur spécial des Nations unies pour le VIH/sida (2001-2006).

du développement. Au second semestre, à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne (UE), nous avons repris ces thèmes haut et fort grâce à votre soutien ainsi qu'à celui de nos partenaires en France et des autres affiliés de la confédération Oxfam en Europe. Nous avons, lors de rencontres à l'Élysée et au ministère des Affaires étrangères, répété sans relâche l'importance du respect des engagements internationaux, en particulier celui de consacrer 0,7 % de notre revenu national brut (RNB) à l'aide publique destinée aux pays pauvres. Quelques jours avant le G8, nous avons renforcé ce message par une campagne en ligne qui a permis à plus de 40 000 personnes en France de soutenir nos demandes (en collaboration avec le réseau d'actions Internet Avaaz). Cette pression et cette mobilisation citoyenne ont notamment permis que les engagements pris soient au moins renouvelés durant ce G8, même si un calendrier précis n'a pas été proposé.

En 2008, nous avons également participé à plusieurs réunions internationales sur le financement du développement pour faire entendre au plus haut niveau notre analyse : l'aide au développement allouée directement aux États du Sud peut être efficace si elle est mise en œuvre à travers des programmes à long terme, contrôlés de manière transparente, au Nord comme au Sud, pour veiller à une bonne utilisation des fonds. C'est pourquoi le réseau Oxfam continue de faire pression sur les bailleurs et sur les gouvernements des pays du Sud, en soutenant ses partenaires, pour davantage de transparence budgétaire de manière à lutter contre la corruption.

Enfin, nous avons mis sur la table les questions d'évasion fiscale qui privent chaque année les caisses des États du Sud de plus de 125 milliards d'euros, une somme qui pourrait financer les services publics.
En 2008, nous avons noté une forte montée en puissance de notre visibilité médiatique, avec une multiplication des interviews et articles sur notre vision de l'aide aux pays du Sud et du financement des services de santé et d'éducation. Cette reconnaissance de notre travail nous a permis en novembre de communiquer à la presse une information confidentielle relative à 55 programmes en Afrique subsaharienne financés par la France et menacés de coupes budgétaires en 2009. Cette action a incité les parlementaires à réclamer des comptes au gouvernement sur l'aide publique au développement, avec pour conséquence directe la décision du gouvernement de renoncer à plusieurs des coupes prévues et d'accorder *in extremis* une rallonge budgétaire de 92,5 millions d'euros d'autorisation de financement aux pays pauvres en 2009 !

SANTÉ ET ÉDUCATION POUR TOUS : UNE CAMPAGNE MONDIALE QUI A PRIS SON ESSOR AU NORD COMME AU SUD EN 2008

Lancée à la fin de l'année 2007, la campagne mondiale soutenue par le réseau Oxfam pour demander 6 millions de professionnels de santé et d'éducation supplémentaires dans le monde a été relayée en 2008 par de nombreux pays au Sud, notamment en Géorgie, au Malawi, au Mali, au Bangladesh, au Nicaragua, en Inde, aux Philippines ou encore en Thaïlande. **Plus d'un million de signatures ont pu ainsi être récoltées à travers le monde !** En France, nos bénévoles des groupes et relais locaux ont activement fait signer cette pétition, en particulier lors de la tournée du groupe Coldplay, qui a permis de récolter en quelques soirées plus de 5 000 signatures ! Plus de 20 000 personnes en France ont déjà rejoint le mouvement Pour tous.

LES RAPPORTS D'OXFAM INTERNATIONAL POUR SOUTENIR NOS DEMANDES

Dans les médias, chez les conseillers de l'Élysée, les universitaires ou les députés, les rapports d'Oxfam, fruits d'un travail collectif auquel participe Oxfam France - Agir ici, sont reconnus non seulement parce qu'ils ébranlent les politiques injustes instaurées dans le monde, mais aussi parce qu'ils contiennent des propositions concrètes positives. En voici quelques titres :

- *Le rôle de l'Union européenne dans l'octroi d'une aide de qualité pour les secteurs de la santé et de l'éducation,* mai 2008 ;
- *L'assurance-santé dans les pays à faible revenu : est-on vraiment sûr que ça marche ?*, mai 2008. Cette étude contredit, preuves à l'appui, les positions de la Banque mondiale en faveur d'une assurance de santé privée dans les pays pauvres et montre la nécessité d'un financement important de l'État en matière de couverture maladie universelle, condition indispensable à l'accès effectif des plus pauvres à la santé ;
- *Mettre fin à la crise de la R&D dans la santé publique : promouvoir les innovations médicales en faveur des plus pauvres*, novembre 2008 ;
- Cinq études menées sur le terrain au Malawi, au Mali, au Nicaragua, au Bangladesh et en Géorgie.

Liste complète des rapports disponible sur notre site : **WWW.OXFAMFRANCE.ORG**

DÉFENDRE LE DROIT

À DES MOYENS DURABLES DE SUBSISTANCE

DANS LE MONDE EN 2008

967 millions de personnes souffraient de la faim, soit 115 millions de plus qu'en 2005[1].

En Indonésie, l'équivalent en forêt d'un terrain de football disparaissait toutes les dix secondes pour laisser la place aux plantations de palmiers à huile, destinés notamment à la production d'agrocarburants.

La hausse brutale des prix des produits alimentaires et ses conséquences tragiques – les émeutes de la faim au printemps 2008 dans près de 40 pays du Sud – ont malheureusement confirmé le constat que nous faisions depuis des années : les pratiques des institutions financières internationales et des pays riches ont porté un coup meurtrier aux agricultures vivrières au Sud et déstabilisé durablement des centaines de millions de petits paysans. Elles ont imposé une ouverture des marchés et des mesures de libéralisation à outrance des économies, orienté les agricultures des pays en développement vers un mode intensif destiné à l'exportation (notamment pour ce qui est des produits comme le café, le cacao, le coton ou, aujourd'hui, les céréales et les huiles destinées à la production d'agrocarburants) et rendu ces pays tributaires des importations de produits alimentaires de base. Au Nord, les voix des agriculteurs du Sud sont trop souvent inaudibles, leurs intérêts ignorés. Face à ce constat très sombre, nous avons en 2008 axé notre travail sur deux points : la poursuite de la lutte contre les Accords de partenariat économique (APE), imposés par l'Europe aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du pacifique (ACP), et surtout la dénonciation appuyée de l'arrivée massive des agrocarburants en France et en Europe.

APE : LE PLAIDOYER CONTINUE

En avril, après un long travail de notre part et de nos alliés pour que la France adopte une position publique sur les APE, Nicolas Sarkozy a fini par confier à Christiane Taubira, députée de Guyane, une mission sur le sujet en amont de la présidence française de l'Union européenne. Oxfam France - Agir ici, qui travaille depuis trois ans sur ces négociations complexes, a été auditionnée par la députée et a entretenu des relations étroites avec ses collaborateurs. Remis au début du mois de juillet, le rapport reprend en grande partie nos recommandations. Il souligne la nécessité de revoir en profondeur la finalité des APE ainsi que le mandat confié à la Commission européenne dans ses négociations commerciales avec les pays ACP afin de mettre le développement véritablement au cœur des accords. Ce rapport et l'engagement de Christiane Taubira sur le sujet ont permis une couverture médiatique importante. La réponse adressée par Nicolas Sarkozy à Christiane Taubira est encourageante. Elle reprend globalement à son compte certaines recommandations. Force est de constater toutefois qu'elle n'a fait l'objet ni d'une communication ni d'une position officielle, et ce en dépit des relations suivies que nous avons eues avec le gouvernement pour tenter d'infléchir sa position.

Grâce à l'engagement quotidien des ONG internationales, de la société civile dans les pays ACP et des organisations françaises, plusieurs pays européens ont officiellement demandé à la Commission européenne de faire preuve de flexibilité dans les négociations, mais cette mobilisation n'a malheureusement

[1] Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, chiffres à fin 2008.

LES FAITS MARQUANTS DE 2008

JANVIER

Le réseau Oxfam fait part de ses préoccupations quant aux répercussions potentielles sur les agricultures du Sud de la proposition de directive émise par la Commission européenne concernant l'augmentation de la part des agrocarburants dans sa consommation énergétique.

AVRIL

- Participation au Ghana à la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement consacrée à la crise alimentaire. La presse se fait l'écho de nos préoccupations.
- Publication par Oxfam International d'un rapport accablant sur les conséquences des APE, *Partenariat ou jeu de pouvoir ?*, largement repris par nos partenaires des pays ACP.

JUIN

- Sortie du rapport d'Oxfam International intitulé *Les agrocarburants : une autre vérité qui dérange*.
- Participation d'Oxfam au sommet de la FAO, annonce d'un partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation. Oxfam demande que 14 milliards soient débloqués pour sauver plus de 290 millions de personnes victimes de la crise alimentaire et appelle à un investissement sur le long terme dans l'agriculture des pays du Sud.

JUILLET

Christiane Taubira remet au gouvernement un rapport sur les APE qui reprend l'essentiel de nos recommandations.

SEPTEMBRE

L'association des régions de France (ARF) publie une étude critique sur la politique française de promotion des agrocarburants et demande au gouvernement de revenir sur ses objectifs d'incorporation.

OCTOBRE

- Lancement de notre campagne « Les agrocarburants, ça nourrit pas son monde ».
- Interpellation du gouvernement à la suite de la signature d'un APE entre l'Union européenne et la région Caraïbes.

DÉCEMBRE

- La loi de finances 2009 réduit les aides fiscales accordées aux agrocarburants.
- Une étude du ministère de l'Écologie émet des doutes sérieux sur l'intérêt environnemental des agrocarburants.
- Malgré l'inquiétude des milieux scientifiques et la mobilisation citoyenne et médiatique dans toute l'Europe, l'Union européenne, présidée par la France, adopte la directive sur les énergies renouvelables consacrant l'augmentation de la part d'agrocarburants dans nos moteurs.

Action de rue devant le Parlement britannique pour dénoncer le fait que 967 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, 15 octobre 2008.
© Andy Aitchison / Oxfam

> "Au stade atteint par ses moyens de production agricole, la Terre pourrait nourrir normalement 12 milliards d'êtres humains, autrement dit fournir à chaque individu une ration équivalant à 2 700 calories par jour. Or, nous ne sommes qu'un peu plus de 6 milliards, et chaque année 826 millions de personnes souffrent de sous-alimentation chronique et mutilante. [...] Quiconque meurt de faim est victime d'un assassinat."
>
> Jean Ziegler, ancien rapporteur des Nations unies pour le droit à l'alimentation.

pas empêché la signature de l'accord de la région Caraïbes le 15 octobre 2008. L'enjeu, pour cette région, est aujourd'hui la ratification des accords par les Parlements nationaux (des pays ACP et des États membres de l'UE). Les cinq autres régions continuent de négocier afin d'obtenir des accords plus favorables et notre travail sur les APE se poursuit donc en 2009, en accentuant la pression sur le gouvernement français avant la signature prévue des accords en Afrique de l'Ouest dans le courant de l'année.

AGROCARBURANTS, L'EUROPE DOIT NOUS ENTENDRE !

En octobre, Oxfam France - Agir ici a lancé une campagne d'opinion avec le CCFD, Les Amis de la Terre et quatre organisations du Brésil, de Colombie, du Bénin et d'Indonésie, afin de dénoncer les impacts sociaux, alimentaires et environnementaux des agrocarburants dans les pays du Sud. En lien avec Oxfam International, également mobilisée sur cette question et avec l'appui du Réseau Action Climat en France, nous avons développé un argumentaire sérieux qui a permis une médiatisation importante des dangers de ces carburants faussement écologiques. La campagne a bénéficié d'une visibilité médiatique importante : près de 80 articles l'ont évoquée dans la presse régionale et nationale, plusieurs radios et une centaine de blogs s'en sont fait l'écho. Oxfam France - Agir ici et ses partenaires ont rencontré les ministres de l'Agriculture et de l'Écologie et, à plusieurs reprises, les responsables de ces dossiers au sein de l'administration. Nous avons également diffusé cette campagne auprès des députés français et du Parlement européen.

Cette action a reçu un véritable soutien du public, notamment grâce à la très forte mobilisation de nos groupes et relais locaux : une centaine de conférences, de projections-débats et de manifestations publiques ont été organisées en France pour sensibiliser l'opinion aux risques que représentent pour les populations du Sud les objectifs européens de consommation d'agrocarburants. Ces différentes initiatives ont permis de diffuser 100 000 documents de campagne et de faire signer de nombreuses pétitions. Près de 30 000 interpellations ont ainsi été adressées à Nicolas Sarkozy, aux présidents de région, ainsi qu'à Michel Barnier, ministre de l'Agriculture, auquel nous avons remis les signatures récoltées en ligne sur le site **www.agrocarb.fr**. Nous avons pu constater à cette occasion que des milliers de cartes postales de la campagne étaient bien arrivées au ministère.

Sourde à cette forte mobilisation en France comme dans d'autres pays européens, l'Union européenne a pourtant adopté en décembre le « paquet énergie-climat », qui contient la directive sur les énergies renouvelables. Dans ce cadre, elle a maintenu sa décision de porter à 10 % la part d'agrocarburants dans les transports européens en 2020. C'est une décision décevante, qui encourage la ruée des entreprises européennes vers les terres des pays du Sud pour produire les huiles et céréales nécessaires pour atteindre cet objectif. L'Europe et la France ont donc privilégié les intérêts à court terme de leurs lobbies agricoles et automobiles à la défense des droits humains des populations des pays du Sud. Notre combat doit continuer. En 2009, notre action portera notamment sur le contenu des critères environnementaux et sociaux associés à l'objectif de 10 %. Nous veillerons à ce que ces critères soient le plus contraignants possible. Au niveau français, nous suivrons avec attention le déroulement d'une étude menée par l'Ademe pour déterminer les bilans environnementaux des agrocarburants produits en France, afin d'en garantir l'impartialité. Nous soutiendrons enfin nos partenaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine, afin de faire entendre leurs positions dans les médias et au sein des instances de décision européennes.

LES RAPPORTS D'OXFAM INTERNATIONAL POUR SOUTENIR NOS DEMANDES

- *Partenariat ou jeu de pouvoir ?*, avril 2008 ;
- *C'est le moment : comment les dirigeants mondiaux devraient répondre à la crise des prix alimentaires*, juin 2008 ;
- *Une autre vérité qui dérange : comment les politiques en matière d'agrocarburants aggravent la pauvreté et accélèrent le changement climatique*, juin 2008 ;
- *Crise de crédibilité : alimentation, pauvreté et changement climatique, un programme pour les dirigeants des pays riches*, juin 2008 ;
- *Quand, si ce n'est maintenant ?*, novembre 2008 ;
- *Hausse des prix alimentaires dans le Sahel : l'urgence d'une action à long terme*, novembre 2008 ;
- *Des prix à double tranchant*, octobre 2008.

Liste complète des rapports disponible sur notre site : **WWW.OXFAMFRANCE.ORG**

DÉFENDRE LE DROIT

À LA PROTECTION ET À LA SÉCURITÉ

CHAQUE JOUR DANS LE MONDE

Des dizaines de millions de personnes, dans leur grande majorité des femmes et des enfants, subissent les conséquences de la violence armée.

547 enfants meurent des conséquences directes d'un conflit armé et plus de 1 600 enfants sont handicapés à vie ou gravement blessés.

Des armes qui circulent librement vers des pays en proie à la guerre civile, des dizaines de milliers de civils qui meurent victimes des conflits, des femmes violées, le recrutement d'enfants soldats qui continue, les économies dévastées et le droit international humanitaire bafoué… Face à la gravité des conflits et au manque de réactivité des États, Oxfam France - Agir ici et les dizaines d'ONG partenaires du réseau Oxfam poursuivent, depuis plusieurs années, leur combat pour mettre un frein à ces hécatombes. Si le chemin à parcourir est encore long, notre volonté et nos actions en 2008 ont réussi à faire progresser nos valeurs pour obtenir une amélioration de la vie des populations victimes des conflits.

Sur le terrain du contrôle des armes, notre cheval de bataille depuis des années, plusieurs signes encourageants ont été enregistrés en 2008. Grâce à la forte mobilisation de notre réseau, nous avons vu en décembre l'adoption en position commune du Code de conduite de l'Union européenne, l'une des mesures phares de la campagne que nous avons lancée, en février « 2008 : le contrôle des armes à portée de main ! ». L'adoption de ce texte signifie concrètement que tous les États membres de l'UE seront désormais tenus de refuser toute exportation d'armes pouvant participer à de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire ou porter atteinte au développement économique. Qui plus est, les États seront contraints de rendre compte de leur pratique dans ce domaine. La France et la Grande-Bretagne faisant partie des plus gros exportateurs d'armes, cette décision revêt pour nous toute son importance.

Nous avons également suivi les débats sur l'avancée du futur traité sur le commerce des armes lors de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU d'octobre 2008, débats qui ont confirmé que ce traité était en bonne voie. Une longue route reste encore à parcourir avant l'adoption finale de ce traité et nous saurons, à chaque étape, rappeler votre soutien et la nécessité de prendre en compte la règle d'or [2] dans le texte du traité.
La prise en considération par la France, puis par l'Union européenne, de la norme « Responsabilité de protéger » promue par le réseau Oxfam International – qui oblige chaque État à assurer la sécurité de ses propres populations civiles et, lorsqu'il s'y refuse ou échoue à le faire, impose à la communauté internationale de prendre des mesures pour protéger ces populations – est un grand motif de satisfaction pour nous tous. Trois documents de référence – le « Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale », le « Livre blanc du ministère des Affaires étrangères et européennes » et la Stratégie européenne de sécurité – ont ainsi inscrit pour la première fois formellement et explicitement la responsabilité de protéger au cœur de l'action extérieure, tant diplomatique que militaire, de la France et de l'Europe. Tout au long de l'année,

[2] Respect des droits humains, du droit international humanitaire et du développement durable.

LES FAITS MARQUANTS DE 2008

➲ FÉVRIER
- Lancement de la campagne « 2008 : le contrôle des armes à portée de main » : plus de 7 000 signatures récoltées.
- Avant son voyage au Tchad et en Afrique du Sud, Nicolas Sarkozy reçoit Oxfam France - Agir ici et les responsables de cinq autres associations qui partagent nos inquiétudes sur le rôle de la France en Afrique. Une occasion de présenter nos propositions.

➲ 28 FÉVRIER
La France annonce la renégociation et la publication de tous les accords bilatéraux de défense entre la France et divers pays africains, une demande que nous formulions depuis des années dans le cadre de notre travail sur la Françafrique.

➲ MARS
Publication d'un rapport, *Bande de Gaza : une implosion humanitaire*, qui dénonce les conditions inhumaines dans lesquelles les civils doivent vivre en raison du blocus.

➲ 9 AVRIL
Audition par la mission d'information parlementaire sur la politique de la France en Afrique.

➲ JUIN
- Mobilisation et action de rue pour dénoncer les ventes d'armes à l'occasion du salon des ventes d'armes Eurosatory à Paris.
- Organisation d'une conférence de haut niveau sur la norme « Responsabilité de protéger ».
- Inscription par la France de la norme « Responsabilité de protéger » dans sa stratégie de défense, résultat direct de notre travail de plaidoyer.

➲ SEPTEMBRE
L'insécurité règne à l'est du Tchad tandis que la mission des Nations unies peine à y protéger les civils. Un rapport prévient que la force de protection sous mandat des Nations unies dans la partie orientale du Tchad est incapable de faire face à l'insécurité générale qui laisse un demi-million de personnes vulnérables à la merci d'attaques et d'exactions diverses.

➲ OCTOBRE
Lancement de la campagne « République démocratique du Congo : massacre en cours », qui appelle la communauté internationale à venir en aide aux civils menacés en raison de la recrudescence des combats depuis la fin de l'été.

➲ 31 OCTOBRE ET 23 DÉCEMBRE
1re commission et séance plénière de l'AG : l'ONU s'engage à poursuivre le processus d'élaboration d'un traité sur le commerce des armes.

> "La violence armée est l'une des plus grandes menaces pour le développement de l'Afrique. Les coûts sont choquants. Nos chiffres sont certainement en deçã de la réalité, mais ils montrent que les conflits armés coûtent en moyenne 18 milliards de dollars ã l'Afrique chaque année. Une somme qui pourrait permettre de résoudre la crise du VIH/sida, de prévenir la tuberculose et le paludisme ou de faire face aux besoins en matière d'eau potable, d'hygiène ou d'éducation."
>
> Irungu Houghton, conseiller en politique africaine pour le réseau Oxfam.

Réfugiés dans un camp au Tchad.
© Nick Danziger / Oxfam

Oxfam France - Agir ici a été le fer de lance de la confédération Oxfam International pour mobiliser les autorités françaises et européennes sur ce dossier. En 2009, nous veillerons particulièrement à ce que les Nations unies réaffirment leur engagement en faveur de cette norme...
Au-delà de cette activité transversale, nous avons poursuivi un travail intensif de plaidoyer, d'information des médias et de sensibilisation du public autour de trois conflits majeurs vis-à-vis desquels la France a un rôle crucial à jouer :

TCHAD

En 2008, malgré le déploiement de troupes européennes et des Nations unies, l'insécurité a continué de prévaloir à l'est du Tchad, notamment du fait du banditisme et de l'impunité généralisée. Notre mission a visé en 2008 à faire pression sur Bernard Kouchner et Nicolas Sarkozy pour les convaincre d'intervenir afin de faire avancer le processus de paix. Avec nos partenaires en France, le soutien d'organisations de la société civile tchadienne et nos alliés du réseau Oxfam, nous nous sommes attachés à mettre en avant la nécessité d'une résolution politique, complément indispensable à l'intervention militaire internationale (forces européennes et onusiennes) qui ne peut seule répondre aux problématiques d'impunité et d'absence d'État de droit dans ce pays.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Après plus de dix ans de conflit et malgré la signature de nouveaux accords de paix à la fin de 2007 et au début de 2008, la situation s'est à nouveau dégradée, notamment dans le Nord-Kivu. Avec la très nette recrudescence des combats à la fin de l'été, nous avons décidé de sortir ce conflit de l'oubli médiatique en montant en quelques semaines une campagne de mobilisation, « RDC : massacre en cours », diffusée sur Internet et qui nous a permis de récolter en quelques jours plus de 7 000 signatures exigeant que la France appuie un envoi de forces supplémentaires de l'ONU dans le pays afin de mieux protéger les civils menacés par les combats. Ces signatures ont été remises au ministère des Affaires étrangères. Grâce à la mobilisation, la décision a été prise à la fin du mois de novembre de renforcer de 3 000 hommes les troupes de l'ONU et de mettre une pression accrue (diplomatique, économique, voire militaire) sur l'ensemble des parties afin qu'elles respectent enfin les engagements pris lors des précédents accords de paix. Mais les troupes supplémentaires doivent encore être effectivement déployées sur le terrain : aussi continuons-nous en 2009 à mobiliser la communauté internationale et les médias sur ce conflit si complexe, qui voit certains groupes rejeter délibérément une résolution du conflit pour conserver leur mainmise sur certains sites d'exploitation de richesses naturelles.

ISRAËL/TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS

En 2008, nous avons mis en lumière, avec plusieurs autres organisations du réseau Oxfam et une coordination d'ONG européennes, le désastre humanitaire que provoque le blocus de la bande de Gaza, où plus d'un million de personnes vivent enfermées. À la fin de 2008, lors de l'offensive militaire israélienne à Gaza, nous avons appelé de toutes nos forces à un cessez-le-feu et à la nécessité d'une reprise du dialogue entre toutes les parties. Nous avons également diffusé en France les témoignages de nos collègues d'Oxfam présents à Gaza. D'un point de vue médiatique, nous avons eu des résultats significatifs, notamment avec la reprise de nos analyses du conflit par de nombreux journaux.

➲ NOVEMBRE

Remise de la pétition de 7 000 signatures au conseiller de Bernard Kouchner et décision à la fin du mois de novembre de renforcer les forces onusiennes en RDC de 3 000 hommes, conformément à notre demande.

➲ DÉCEMBRE

Les 27 chefs d'État et ministres des Affaires étrangères de l'UE reconnaissent formellement la « Responsabilité de protéger » de l'Union européenne.

➲ 3 DÉCEMBRE

Une centaine d'États signent le Traité d'interdiction des bombes à sous-munitions, un combat que nous avions soutenu dès son début.

➲ 8 DÉCEMBRE

L'Europe adopte le Code de conduite sur le commerce des armes en position commune, une des demandes phares de notre campagne.

➲ 15 DÉCEMBRE

Publication par Oxfam France - Agir ici d'un rapport soulignant le gâchis de l'aide massive apportée aux Territoires palestiniens occupés, un an après la conférence de Paris, tant que se poursuit la politique de bouclage israélienne.

Action à Paris, lors du salon Eurosatory. Juin 2008 © Oxfam France

LES RAPPORTS D'OXFAM INTERNATIONAL POUR SOUTENIR NOS DEMANDES

Les rapports d'Oxfam ou de coalitions associatives auxquels nous avons contribué et qui ont renforcé notre travail de plaidoyer :

- Publication d'un rapport sur l'échec du Quartette pour le Proche-Orient (Union européenne, Russie, Nations unies et États-Unis) qui ne parvient pas à améliorer les conditions de vie des Palestiniens ou les perspectives d'aboutir à la paix, septembre 2008.
- *Les OMD flingués : comment les transferts d'armes irresponsables sapent les huit objectifs du Millénaire pour le développement*, octobre 2008.
- *Pour des lendemains plus sûrs : protéger les civils dans un monde multipolaire*, septembre 2008.

Liste complète des rapports disponible sur notre site : **WWW.OXFAMFRANCE.ORG**

INFORMER ET MOBILISER

LES CITOYENS PARTOUT EN FRANCE

Le groupe local de Lyon a fêté les 20 ans d'Oxfam France - Agir ici le 6 mars 2008. © Oxfam France

LE RÉSEAU OXFAM FRANCE-AGIR ICI EN CHIFFRES

6 groupes locaux à Nantes, Lille, Strasbourg, Lyon, Paris, Toulouse

48 relais locaux

+ de 150 diffuseurs et lieux de diffusion qui distribuent partout en France nos campagnes

30 000 personnes qui participent régulièrement à nos campagnes

Cette année encore, Oxfam France - Agir ici a pu compter sur le dynamisme incroyable de ses bénévoles. En organisant des conférences-débats, des colloques, des expositions, des animations lors de festivals, de salons ou de rencontres associatives, ils ont mené des activités de sensibilisation autour de nos campagnes et permis d'augmenter la visibilité et l'impact de nos messages.

L'année 2008 a été l'occasion de fêter nos vingt ans d'existence, vingt ans de combats et de mobilisation, depuis la création d'Agir ici en 1988, pour porter plus avant l'exigence de solidarité et la nécessité de construire un monde plus juste, tous ensemble.

La Semaine de la solidarité internationale en novembre a été riche en actions : plus d'une vingtaine d'événements se sont succédé dans les plus grandes villes comme dans les plus petits villages pour se faire l'écho de nos revendications : conférence sur l'accès à la santé à Strasbourg, conférences et projections-débats sur les agrocarburants à Nantes et Paris, tenue de stands à Cholet, exposition à Saint-Étienne sur la sécurité alimentaire, participation au festival Alimenterre à Lorient, animations de rue à Lille, etc. Bravo à toutes et à tous !

AGISSEZ AVEC NOUS : CHOISISSEZ UN MODE D'ENGAGEMENT SELON VOS ENVIES !

Où que vous soyez, vous pouvez selon vos disponibilités contribuer à construire un monde plus juste et faire respecter les droits humains fondamentaux.
Pour agir avec nous, vous pouvez :

- **contacter le groupe ou relais local** le plus proche de chez vous (voir liste sur notre site Internet ou contacter Mélanie Bizet, chargée de la mobilisation locale : mbizet@oxfamfrance.org ou au 01 56 98 24 40) ;
- **vous inscrire sur notre site à notre newsletter** pour participer à nos actions en ligne ;
- **nous aider financièrement** afin que nous puissions préserver notre indépendance et notre liberté de ton ;
- **relayer nos actions** en devenant membre diffuseur, en rejoignant nos causes sur les réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et Youtube (liens à partir de la page d'accueil de notre site Internet) ;
- **nous donner vos livres, CD, DVD** en bon état pour soutenir la Bouquinerie de Lille ;
- **devenir bénévole** à la Bouquinerie, au siège ou dans nos groupes et relais locaux, ou ponctuellement sur des actions, des concerts, des festivals...
- **apporter vos compétences professionnelles** sous la forme du bénévolat : photographe, vidéaste, correcteur, traducteur, nous avons besoin de vos services !

INTERVIEW

de Jean-Paul Mourot, relais local a Nancy

Quel est l'événement qui t'a particulièrement marqué en 2008 en termes de mobilisation locale ?

En 2008, c'est la campagne sur les agrocarburants qui m'a vraiment « branché ». Aujourd'hui encore, nous sommes toujours sollicités au niveau du relais local, et puis c'est un thème tellement transversal, avec cette mise en évidence de la vision à court terme des pays du Nord ! Des représentants d'organisations paysannes locales nous ont aussi interpellés. Nous avons même eu une invitation à venir discuter avec eux à la chambre locale d'agriculture !

Quelle est la force du relais local de Nancy ?

Nous avons la chance d'habiter une ville et un département où le tissu associatif est assez dense. Nous avons été accompagnés au départ par le Clid et Lorsud qui nous ont invités sur une manifestation phare, annuelle, lors de la Semaine de la solidarité internationale (le « Marché du monde » au Conseil général du département). Puis nous avons voulu trouver notre propre identité, afficher notre côté à la fois décalé, mais aussi parfaitement documenté, sans a priori, l'esprit d'Oxfam en fait. L'équipe du relais est encore restreinte du point de vue du nombre de bénévoles, mais c'est la qualité des contacts pris qui compte. Les invitations qui nous sont adressées pour aller sur de nouvelles manifestations apporter nos actions d'information citoyenne en attestent.

LA BOUQUINERIE OXFAM

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN PLEIN CŒUR DE LILLE

L'ANNÉE 2008 À LA BOUQUINERIE OXFAM DE LILLE

- Une dizaine de soirées-débats avec des projections de film autour de la solidarité internationale.
- Des animations en magasin lors de la Braderie de Lille, de l'anniversaire de la boutique et de Noël.
- Des formations à nos campagnes de sensibilisation.
- Des lectures-goûters pour les enfants
- Des expositions de photos.

Et la participation à des festivals, brocantes… pour collecter des livres et faire connaître l'association !

Bouquinerie de Lille
© LLenio / Oxfam France

Lancée en avril 2007, la Bouquinerie Oxfam de Lille propose à la vente des livres, CD et DVD qui proviennent de dons collectés auprès des particuliers. On peut également y acheter des produits du commerce équitable. Si les bénéfices servent directement à financer les activités de l'association Oxfam France - Agir ici, la Bouquinerie n'en est pas pour autant un magasin de seconde main comme les autres. Ce projet s'inscrit pleinement dans le cadre des missions d'Oxfam France - Agir ici, qui entend tisser un large mouvement en ouvrant des espaces d'information, de sensibilisation et de mobilisation de proximité, au plus près des citoyens.
Misant sur un mode de consommation responsable et une offre de produits culturels à prix réduits, c'est avant tout un lieu d'échange et d'information du public sur des sujets relatifs à la solidarité internationale. Rencontres, conférences ou soirées thématiques, expositions, autant d'occasions pour les Lillois de découvrir dans leur centre-ville un espace où la solidarité internationale rejoint l'engagement citoyen.
La gestion et l'animation de la boutique sont assurées quotidiennement par une salariée, libraire de métier, et une équipe d'une trentaine de bénévoles.
Après plus d'un an d'activité, le bilan est pleinement satisfaisant et notre objectif est de multiplier l'expérience dans plusieurs autres villes de France !

OXFAM FRANCE-AGIR ICI : 20 ANS D'ACTION

À VOUS LA PAROLE
En septembre et octobre 2008, nous avons diffusé un questionnaire auprès de nos militants (par e-mail, mais aussi par voie postale) pour leur permettre d'échanger avec nous. Plus de 1 600 personnes ont répondu, preuve de la vitalité de notre réseau. Nous veillerons à mettre en œuvre les grandes lignes de vos recommandations :

- Mieux communiquer sur nos résultats et sur l'action du réseau Oxfam !
- Garder en tête nos valeurs phares : citoyenneté, militantisme et solidarité !

UN ANNIVERSAIRE FÊTÉ PAR NOS MILITANTS !
Rencontres, soirées festives et concerts ont émaillé 2008 pour rappeler que notre action est toujours aussi nécessaire.

> "Je vois mon bénévolat à la Bouquinerie comme un moyen de participer à ma manière aux combats d'Oxfam, de sensibiliser les gens et d'aider à financer les campagnes de l'organisation. J'apprécie particulièrement les réunions-débats qui ont généralement lieu à la Bouquinerie tous les mois. Ça me permet de mieux comprendre les enjeux dans le monde et d'aller plus loin que ce qu'on peut lire ou entendre dans les médias. Les thèmes qui me touchent plus particulièrement ? Le commerce équitable, dont on peut trouver des produits à la Bouquinerie, ou la campagne sur le contrôle des armes qui, je pense, peut toucher tout le monde."
>
> Nicolas, étudiant, bénévole à la Bouquinerie.

NOS FINANCES

EMPLOIS

MISSIONS SOCIALES

■ Les programmes constituent notre cœur de métier et notre premier poste de dépenses. Ils comprennent le plaidoyer (recherche et expertise, rencontre des décideurs nationaux et internationaux, organisation de colloques et de séminaires, participation à des sommets internationaux), la mobilisation (conception, réalisation et diffusion de nos campagnes, actions de sensibilisation menées auprès du grand public, soutien et formation des groupes et relais locaux), les relations avec les médias (travail de diffusion de nos messages) et la coopération avec des partenaires du Nord et du Sud.

■ Le poste « communication et alliances » comprend les charges liées à notre contribution au développement d'Oxfam International et d'autres plates-formes françaises de la solidarité internationale, ainsi que la fabrication de nos supports de communication et la maintenance de notre site web, qui visent à accroître notre visibilité et à élargir notre base militante.

FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

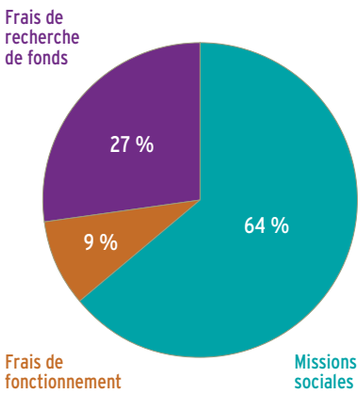
■ Nous devons impérativement continuer à sensibiliser de nouveaux donateurs à notre cause pour préserver notre indépendance, élargir notre assise citoyenne et renforcer ainsi notre légitimité auprès des décideurs. Les campagnes de collecte de fonds dans la rue sont d'excellents moyens d'expliquer de vive voix au public en quoi notre travail auprès des décideurs, des médias et des citoyens est utile pour combattre les injustices dans le monde. En plus des nouveaux donateurs, la collecte de rue nous permet de sensibiliser de nombreuses personnes à notre action et d'élargir le cercle des signataires de nos campagnes.

■ Le poste « frais de recherche des autres fonds privés » correspond au temps de travail des salariés investis dans l'étude de nouveaux modes de financement, le soutien à notre Bouquinerie de Lille et le développement de futurs autres magasins.

FONCTIONNEMENT

Les charges de fonctionnement sont bien maîtrisées, puisque leur part dans le budget total est stable par rapport à l'an dernier.

EMPLOIS



Pour garantir sa liberté de parole et d'action, Oxfam France - Agir ici fait appel à la générosité des particuliers et est indépendante de tout financement public ou d'entreprise. Pendant ces mois de crise économique et financière, vous avez continué à nous soutenir et c'est bien grâce à vos dons que nous avons pu mener les différentes actions entreprises et obtenir les avancées dont ce rapport annuel fait état. Votre soutien a été essentiel et nous vous en remercions chaleureusement. Voici exposée en détail la façon dont nous avons utilisé vos dons en 2008.

Comme nous vous l'avions annoncé l'an dernier, nous avons utilisé notre excédent de 2007 (64 219 €) afin d'équilibrer notre budget de 2008. Notre résultat négatif en 2008 (- 75 786 €) s'explique par une perte de change (la livre sterling s'est écroulée au moment où nous recevions un montant important d'Oxfam International dans cette devise) et par un renforcement de notre équipe, qui anticipe une augmentation de nos ressources grâce au développement de la collecte de fonds. Enfin, par principe de prudence comptable, nous avons constitué une provision pour couvrir une moins-value sur une partie de nos réserves placées sur un fonds éthique – conséquence directe de la crise financière.

Conformément à la nouvelle norme d'établissement du compte d'emploi des ressources pour les associations, mise en œuvre en 2008, le tableau ci-dessous fait apparaître l'affectation des fonds collectés auprès du public.

EMPLOIS

	2007		2008			
	Compte de résultat		Compte de résultat		Affectation des ressources collectées auprès du public	
1. MISSIONS SOCIALES (RÉALISÉES EN FRANCE EN DIRECT)	**816 710**	**68 %**	**902 688**	**64 %**	**422 602**	**62 %**
Programme Justice économique	176 895	15 %	271 293	19 %	131 249	19 %
Programme Accès aux services essentiels	204 821	17 %	221 186	16 %	100 081	15 %
Programme Conflits et crises humanitaires	122 785	10 %	267 386	19 %	122 469	18 %
Autres programmes	163 389	14 %				
Communication et alliances	148 820	12 %	142 822	10 %	68 802	10 %
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	**258 591**	**22 %**	**377 474**	**27 %**	**189 238**	**28 %**
Frais d'appel à la générosité du public	230 097	19 %	348 104	25 %	174 514	26 %
Frais de recherche des autres fonds privés	28 494	2 %	29 370	2 %	14 724	2 %
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	**124 587**	**10 %**	**129 050**	**9 %**	**64 696**	**10 %**
TOTAL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC					**676 536**	
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	**1 199 888**		**1 409 212**			
DOTATION AUX PROVISIONS	**0**		**15 349**			
EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	**64 219**					
TOTAL GÉNÉRAL	**1 264 107**		**1 424 561**			

RESSOURCES

	2007		2008			
	Compte de résultat		Compte de résultat		Ressources collectées auprès du public	
REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE					**271 433**	
1. DONS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC	**694 888**	**54 %**	**676 536**	**50 %**	**676 536**	**49 %**
Dons par prélèvement automatique	203 999	16 %	318 347	24 %	318 347	23 %
Autres dons	490 889	38 %	358 189	26 %	358 189	26 %
2. AUTRES FONDS PRIVÉS	**487 506**	**38 %**	**588 297**	**43 %**		
Fondations ou autres organisations	26 336	2 %	6 444	0 %		
Oxfam International	461 170	36 %	581 853	43 %		
3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	**32 476**	**3 %**	**20 778**	**2 %**		
4. AUTRES	**49 236**	**4 %**	**63 164**	**5 %**		
Bénéfices des ventes (documents de campagne, brochures, abonnements...)	29 573	3 %	38 347	3 %		
Produits financiers	3 182	0 %	20 278	2 %		
Produits exceptionnels	16 481	1 %	4 538	0 %		
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	**1 264 106**		**1 348 775**			
REPRISE DES PROVISIONS	**4 014**		**23 517**			
INSUFFISANCE DES RESSOURCES DE L'EXERCICE			**75 786**			
TOTAL GÉNÉRAL	**1 268 120**		**1 448 078**		**676 536**	

RESSOURCES

DONS

■ Les dons sont à peu près stables par rapport à 2007. La fidélité de nos donateurs est primordiale. Par ailleurs, nous avons commencé en 2008 à mobiliser de nouveaux donateurs réguliers grâce à la collecte de fonds dans la rue.

■ Les dons réguliers par **prélèvement automatique** continuent d'augmenter à un rythme soutenu grâce aux nouveaux donateurs issus de la collecte de fonds dans la rue et à nos plus fidèles sympathisants, qui sont de plus en plus nombreux à choisir ce mode de soutien. Cela nous permet de réduire fortement les coûts de gestion des dons et de disposer de davantage de visibilité sur notre budget.

AUTRES FONDS PRIVÉS

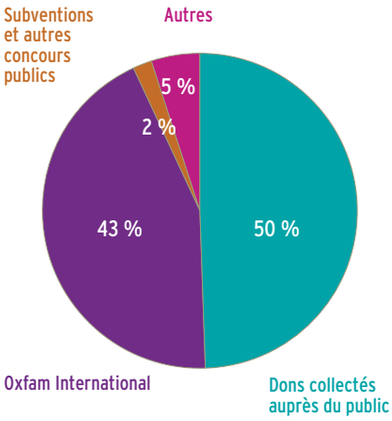
Nous bénéficions d'un soutien financier d'Oxfam International qui reconnaît la qualité de notre travail et son importance au regard du rôle de la France sur la scène internationale. Par ailleurs, Oxfam International a créé un fonds de soutien pour permettre à ses affiliés récents de se développer.

SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS

Oxfam France - Agir ici refuse depuis sa création les financements publics qui seraient dédiés à ses missions. Le montant renseigné ici correspond à des subventions pour des emplois dits « aidés ». À l'avenir, pour renforcer les actions financées sur nos ressources propres, nous pourrions aussi être conduits à accepter d'autres financements de collectivités publiques ou de l'Union européenne, sous réserve d'un strict respect de notre indépendance, conformément à nos statuts.

Nos ressources sont essentiellement constituées de financements non affectés, ce qui nous permet d'allouer les fonds librement en fonction de nos priorités d'action. Les financements dédiés ne concernent que des cas très précis, comme la participation d'Oxfam International à l'organisation de la conférence sur la « Responsabilité de protéger » ou encore la prise en charge de déplacements de responsables de plaidoyer par des organisations partenaires. Les fonds qui nous sont alloués par Oxfam International depuis le début de notre processus d'affiliation sont destinés à soutenir notre activité d'une manière large, c'est-à-dire nos programmes, mais aussi la collecte de fonds et les frais de fonctionnement.
Près des deux tiers des dons collectés servent à financer nos programmes de mobilisation et de plaidoyer. Le tiers restant couvre nos frais de fonctionnement, qui restent bien maîtrisés, et les frais de recherche de fonds, en augmentation cette année en lien avec nos objectifs de développement.

RESSOURCES



LES RESSOURCES HUMAINES

Les coûts salariaux représentent près de 60 % de notre budget en raison de la nature même de notre activité (plaidoyer, recherche, mobilisation et sensibilisation du public, travail avec les médias).
En 2008, nous avons revu notre organisation en structurant le travail de notre équipe selon trois pôles (plaidoyer-études, communication-mobilisation, finances-développement).
Par ailleurs, nous avons renforcé certaines activités en confirmant des postes créés en 2007 :

■ un poste « médias » à plein temps, qui a permis d'augmenter significativement notre présence dans des médias à forte audience ou diffusion (France Inter, France Culture, *Le Monde*, *Libération*, etc.) ;

■ un poste « mobilisation », afin de multiplier et de diversifier les actions de sensibilisation et d'information auprès du public (de nouveaux outils ont été créés, des actions de rue ont été menées pour les différentes campagnes, etc.) ;

■ un poste « collecte de fonds » pour augmenter le nombre de nos donateurs et améliorer les relations avec ceux qui nous soutiennent déjà.

TRANSPARENCE

Ce rapport annuel est envoyé à l'ensemble de nos donateurs et est téléchargeable en ligne sur notre site Internet.
Si vous souhaitez recevoir les comptes détaillés, merci de vous adresser à Oxfam France - Agir ici, Service finances, 104 rue Oberkampf, 75011 Paris. Les comptes 2008 ont été certifiés sans réserve par le commissaire aux comptes, le cabinet Orcom.

UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT AMBITIEUX POUR LES PROCHAINES ANNÉES

Il est impératif de « monter le ton » : mobiliser plus de citoyens à nos actions, renforcer notre pression politique, défendre la solidarité avec encore plus de vigueur sur la scène politique française et internationale, et enfin soutenir nos partenaires au Sud dans leurs actions de mobilisation et d'interpellation politique. Et pour financer toutes ces actions, nous devons continuer à développer fortement nos ressources privées, en initiant et en développant divers programmes de collecte de fonds : collecte de rue, « bouquineries », événementiel, collecte sur Internet, etc. Ces activités seront financées pour l'essentiel par des emprunts réalisés auprès d'Oxfam International, qui réaffirme par là son soutien à notre action.

RÉSULTAT DE LA BOUQUINERIE DE LILLE

Après une première année d'exploitation déficitaire du fait des travaux à réaliser dans le magasin et du temps nécessaire pour nous faire connaître du public, nous arrivons dès cette deuxième année d'existence à générer des ressources à hauteur d'un peu plus de 16 000 €. Dans un premier temps, ces ressources servent à financer l'investissement initial, mais au regard de la croissance continue des ventes (+ 32 % sur mai - décembre 2008 versus 2007), nous sommes très confiants quant au fait que la Bouquinerie deviendra dans quelques années, outre un lieu de mobilisation et d'information exceptionnel, une source de financement de notre association originale et complètement indépendante de notre association.

BILAN

ACTIF

	2008			2007
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATION	**305 368**	**264 270**	**41 097**	**49 448**
Immobilisations incorporelles	74 666	59 423	15 243	15 309
Immobilisations corporelles	214 426	202 774	11 652	17 780
Immobilisations financières	16 275	2 074	14 202	16 359
ACTIFS CIRCULANTS	**626 581**	**7 235**	**619 460**	**639 638**
Stocks	9 295	7 235	2 061	1 277
Créances et comptes rattachés	21 316		21 316	5 171
Autres créances	471 959		472 073	165 990
Disponibilités	124 010		124 010	467 200
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	**6 888**		**6 888**	**14 797**
TOTAL	**938 837**	**271 505**	**667 446**	**703 884**

PASSIF

	2008	2007
	Avant affectation	
CAPITAUX PROPRES	**181 553**	**271 433**
Report à nouveau	248 206	183 987
Résultat	-75 786	64 219
Provisions diverses	9 134	23 227
DETTES	**351 167**	**253 327**
Dettes fiscales et sociales	108 917	
Fournisseurs et comptes rattachés	90 417	80 014
Autres dettes	4 682	93 313
Dettes autres Oxfam	138 500	80 000
Emprunts et dettes auprès établ. de crédit	8 651	
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	**134 725**	**179 124**
TOTAL	**667 446**	**703 884**

FINANCES BOUQUINERIE

Compte de résultat simplifié Bouquinerie 2008		
PRODUITS	**79 616**	Ventes de livres, CD et DVD d'occasion
CHARGES	**63 545**	
Achat de marchandises	4 056	Produits du commerce équitable, revues, publications Oxfam
Autres charges externes	25 382	Loyer, électricité, télécommunications, frais bancaires, etc.
Salaires et charges sociales	34 107	Salaire de la responsable et indemnités des stagiaires
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	**16 071**	

NOTRE ÉQUIPE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Association loi 1901, Oxfam France - Agir ici est animée par un conseil d'administration (CA) d'une quinzaine de personnes bénévoles qui sont renouvelées sur proposition des membres précédents. Il définit les orientations stratégiques, vérifie leur mise en œuvre et est garant de l'intégrité financière de la structure et de son indépendance. En 2008, Reynald Blion, après trois ans à la présidence de l'association, a passé le relais à Françoise Toutain.

L'année 2008 a été également l'occasion d'accueillir plusieurs nouveaux membres de l'association. Enfin, le CA a travaillé tout au long de l'année sur une réforme de la gouvernance de l'association, afin de permettre à un plus grand nombre de militants, notamment issus de l'échelon local, de participer aux décisions et à la stratégie d'Oxfam France - Agir ici. Une réforme qui verra l'adoption de nouveaux statuts dans le courant de l'année 2009.

LE CA D'OXFAM FRANCE - AGIR ICI

D'horizons divers, de tous âges, les membres du conseil d'administration partagent une même vision du projet d'Oxfam France - Agir ici. Venant de toute la France et parfois même de plus loin, ils s'engagent bénévolement pour l'association. Ils se retrouvent quatre fois par an lors de réunions *de visu* ainsi qu'à l'occasion de réunions téléphoniques. Des référents suivent également les différents chantiers en cours.

Le bureau est composé de :

- Françoise Toutain, présidente. Éducatrice, membre du CA depuis 2005, dirige actuellement une équipe d'éducateurs de rue en banlieue parisienne ;
- Christophe Hémery, trésorier. Consultant. Membre du CA depuis septembre 2008 ;
- Véronique Rioufol, vice-présidente. De formation en sciences politiques et relations internationales, membre du CA depuis septembre 2007, actuellement chargée de mission en développement durable auprès d'une collectivité locale ;
- Nathalie Héraud, secrétaire. Professeur. Membre du CA depuis novembre 2007 ;
- David Sunderland, géographe, membre du CA depuis 2005, travaille actuellement sur un programme VIH/sida au sein d'une organisation internationale.

Les autres membres du conseil d'administration sont :

- Marie-Pierre Abry-Musa, diplômée en relations internationales, membre du CA depuis 2005, travaille actuellement dans l'accompagnement de personnes victimes de violences en France ;
- Karim Bangoura, expert-comptable, membre du CA depuis début 2007, travaille pour un cabinet de conseil auprès des comités d'entreprise ;
- Reynald Blion, économiste, membre du CA depuis septembre 1998, vice-président d'Oxfam International, spécialiste des questions de migrations internationales ;
- Xavier Guigue, agronome, membre du CA depuis 2001, dirige actuellement le Centre de formation pour le développement ITECO en Belgique ;
- Pierre Habbard, membre du CA depuis 2006, conseiller auprès d'une organisation syndicale internationale ;
- Miguel Martinez, membre du CA depuis avril 2008 ;
- Latifa Tayah, membre du CA depuis avril 2008.

L'ÉQUIPE DU SECRÉTARIAT NATIONAL

Notre équipe permanente est composée de seize personnes salariées qui mettent en œuvre les lignes directrices fixées dans le cadre du plan stratégique déterminé par le conseil d'administration. L'équipe salariée est, par ailleurs, appuyée par de nombreux stagiaires et bénévoles sans lesquels le secrétariat national ne pourrait pas fonctionner.

> **Directrice de la publication :** Françoise Toutain
> **Coordination de la rédaction :** Laurence Veyne
> **Rédaction :** Stéfanie Dufour, Luc Lamprière, Laurence Veyne
> **Correctrice :** Pascale Naquet
> **ISSN :** 1155-200X > **Dépôt légal :** 2e semestre 2009
> **Conception graphique :** Maya Lambert (0661564195)
> **Imprimerie :** Chiffoleau
> **Photo couverture dos :** Garçon d'un camp de réfugiés en RD Congo, juin 2008. Tiré d'une exposition, Cheka Kidogo. *Cheka kidogo* signifie « ris un peu » en swahili. © Rankin / Oxfam.
> **Photos couverture :** Mobilisation des femmes du village de Biona Ranja en Inde pour revendiquer le droit à la reconnaissance de leur travail, 19 janvier 2007.© Rajendra Shaw / Oxfam GB.
Mobilisation en France contre les dangers des agrocarburants, octobre 2008, Paris.© Oxfam France.

L'équipe du secrétariat national (salariés, stagiaires) presque au complet - juin 2009. © Oxfam France

ALLONS PLUS LOIN ENSEMBLE
POUR UN MONDE PLUS JUSTE, AGISSONS !

Faire un don à Oxfam France – Agir ici, c'est nous donner les moyens d'agir en faveur de ce monde plus juste que nous souhaitons tous.

- **JE FAIS UN DON PONCTUEL PAR CHÈQUE** à l'ordre d'Oxfam France – Agir ici et je l'envoie par courrier à : Service donateurs, Oxfam France – Agir ici, 104 rue Oberkampf, 75011 Paris.
- **JE FAIS UN DON PONCTUEL EN LIGNE** sur le site Internet www.oxfamfrance.org, avec ma carte bancaire (système sécurisé).
- **JE DEVIENS DONATEUR RÉGULIER** : Je remplis le formulaire à télécharger sur www.oxfamfrance.org et je l'envoie accompagné d'un relevé d'identité bancaire (RIB).

Parce que la régularité de nos actions est une des clés pour obtenir des avancées concrètes et durables, Oxfam France – Agir ici a besoin de vos soutiens réguliers.

66 % DU MONTANT DE VOS DONS À OXFAM FRANCE - AGIR ICI EST DÉDUCTIBLE DE VOS IMPÔTS. Pour cela, un reçu fiscal vous est envoyé en mars de chaque année.

Donateurs, signataires, bénévoles, militants, partenaires associatifs, **MERCI à toutes et à tous** pour votre engagement et votre soutien précieux à nos activités et nos campagnes !

Oxfam France

AGIR ICI

104, rue Oberkampf 75011 Paris
Tél. : 01 56 98 24 40 > Fax : 01 56 98 24 09
E-mail : info@oxfamfrance.org

Suivez notre actualité et participez à nos campagnes en vous abonnant à notre newsletter sur **WWW.OXFAMFRANCE.ORG**

IMPRIM'VERT
Papier recyclé